

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

|  |    |
|--|----|
| <b>Date de la Convocation</b><br>23 Janvier 2023 |    |
| <b>Date d’Affichage</b><br>14 / 02 / 2023        |    |
| <b>Nombre de conseillers</b>                     |    |
| En exercice                                      | 29 |
| Présents   | 25 |
| Pouvoirs   | 4  |
| Absent.....                                      | 0  |
| Votants  | 29 |

L'an deux mille vingt trois

Le 03 février à 19 heures

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie de Gannat salle des mariages en séance publique sous la présidence de Madame Véronique POUZADOUX, Maire.

Etaient présents : Mme POUZADOUX Véronique, M. GATIGNOL Serge (porteur d'un pouvoir de M. Ray François), Mme BERTOLUCCI Annick, M. DOMINE Sylvain, Mme COURTINAT Christine, M. ROTTENBERG Patrick, Mme CARTOUX Stéphanie, M. PLANE Noël, M. ACCAMBRA Y Vincent, M. DAKKAR Amar, M. CORBON Jean-Louis, Mme SERISIER Véronique, M. AMARGIER Quentin, Mme FRANCESCHINI Christine (porteur d'un pouvoir de Mme Brunel Céline), M. BUCHARLES Frederick, Mme FERNANDES Dominique, Mme BEGON Christiane, M. MIOCHE Hervé, Mme REDON Véronique, Mme JEUDI Aline (porteur d'un pouvoir de Mme Peronnet Cathy), M. COULON Gérard, Mme SUREAU Marie-Pascale, M. PREVAUTAT Jean-François, Mme COLONNA D'ISTRIA Violaine (porteur d'un pouvoir de M Montjol Hubert) formant la majorité des membres en exercice.

Excusés : M. RAY François, M MONTJOL Hubert, Mme BRUNEL Céline, Mme PERONNET Cathy

M. AMARGIER a été élu secrétaire de séance.

### N°23/003 - CAMPING DU MONT LIBRE : DESAFFECTATION – DECLASSERMENT – CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE

*2 pièces jointes :*

*Analyse des offres AMI – retour de l’audition du 16 novembre 2022.*

*Projet de Convention d’Occupation Précaire.*

La Ville de Gannat gère en régie municipale depuis 1977 le camping\*\*\* « Le Mont Libre » cadastré section AL n°353. Le dernier classement 3 étoiles \*\*\* a été délivré par Atout France en date du 13 novembre 2016 pour une durée de 5 années soit jusqu’au 13 novembre 2021. La demande de renouvellement est en cours.

Par délibération n°112/22, le conseil municipal réuni en séance du 30 septembre 2022 a décidé de lancer un Appel à Manifestation d’Intérêt (AMI) pour mettre en location le camping du Mont Libre. Deux candidats ont répondu à cet AMI et ont été auditionnés le 16 novembre 2022 conformément à la procédure définie préalablement.

A ce jour, la parcelle cadastrée section AL n°353 fait partie du domaine public de la Commune dès lors que l’affectation de celle-ci concernait la gestion en régie du camping municipal. Suite à des contraintes économiques, renforcées d’autant par le contexte inflationniste actuel (augmentation des coûts énergétiques entre autres), la décision, de ne plus gérer un tel équipement, semble pertinente. Néanmoins la parcelle et les équipements installés ne peuvent être laissés à l’abandon.

Préalablement à la mise en location du camping, il convient de désaffecter et de déclasser le dit camping, dès lors qu’il ne sera plus exploité en régie.

**Le conseil municipal,**

**Vu** l’article L 2111-1 du Code Général de Propriété des Personnes Publiques relatif à la consistance du domaine public des collectivités territoriales,

003-210301180-20230210-23-003-DE  
Date de réception préfecture : 10/02/2023

**Vu** l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et des opérations immobilières,

**Vu** l'article L2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques en vertu duquel la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée, d'une part par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part, par une décision administrative constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien,

**Vu** l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose qu'ainsi que le prévoient les dispositions du second alinéa de l'article 537 du code civil, les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé selon les règles qui leur sont applicables,

**Vu** l'article L 3111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose que les biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles,

**Vu** l'article L 3221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à l'avis de l'autorité compétente de l'Etat sur les projets de cessions d'immeubles ou de droits réels immobiliers poursuivis par les collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°112/22 du conseil municipal réuni en séance du 30 septembre 2022 décidant de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour mettre en location le camping Le Mont Libre et approuvant le projet de convention d'occupation précaire,

**Considérant** que le bien immobilier cadastré AL n° 353 sis 10, route de la bâtisse à GANNAT d'une contenance de 36 225m<sup>2</sup> est propriété de la commune,

**Considérant** que ladite parcelle fait partie du domaine public communal,

**Considérant** que la commune doit au préalable, constater la désaffectation et procéder au déclassement de la parcelle AL n°353 afin de l'incorporer dans le domaine privé de la commune,

**Considérant** que le contexte économique et inflationniste actuel ne permet plus à la commune de poursuivre l'exploitation en régie du camping ; et dans le souci de ne pas voir un ensemble immobilier se dégrader et se dévaloriser, la commune envisage de conclure une convention d'occupation précaire sur ladite parcelle du camping Le Mont Libre,

**Considérant** qu'il s'agit d'une période transitoire permettant à la commune de faire le point sur la suite à donner à l'issue de cette convention d'occupation, il a été jugé plus pertinent pour la préservation du site de lancer un appel à manifestation d'intérêt,

**Vu** l'avis de la commission des finances, dynamique économique en date du 31 janvier 2023.

**Sur proposition de Madame le Maire,**

**Après en avoir délibéré, DÉCIDE,**

**Par 22 voix POUR**

**Et 7 voix CONTRE** : Mme JEUDI Aline (porteur d'un pouvoir de Mme Peronnet Cathy), M. COULON Gérard, Mme SUREAU Marie-Pascale, M. PREVAUTAT Jean-François, Mme COLONNA D'ISTRIA Violaine (porteur d'un pouvoir de M Montjol Hubert)

**DE CONSTATER** préalablement la désaffectation du domaine public de la parcelle cadastrée AL n°353 sise 10 route de la Bâtisse à GANNAT, d'une superficie de 36.225 m<sup>2</sup>, justifiée par l'arrêt de la gestion en régie du camping municipal « Le Mont Libre »,

**D'APPROUVER** son déclassement du domaine public communal pour le faire entrer dans le domaine privé communal,

**D'AUTORISER** la mise à disposition de la parcelle cadastrée AL n°353 sise 10 route de la Bâtisse à GANNAT, d'une superficie de 36.225 m<sup>2</sup>, à la société LES GRANDES MAISONS SAS, via une convention d'occupation temporaire contre une redevance annuelle de 25 000 € HT (taux de TVA en vigueur),

Il est précisé que la redevance annuelle s'élèvera à :

- 50% du montant total de la redevance annuelle pour la première année d'exercice soit 12 500 € HT
- 75% du montant total de la redevance annuelle pour la deuxième année d'exercice soit 18 750 € HT
- 100% du montant total de la redevance annuelle à compter de la troisième année d'exercice soit 25 000 € HT

Accusé de réception en préfecture  
de l'exercice 2022-2023  
Date de réception préfecture : 10/02/2023

La redevance ci-dessus fixée sera révisée par la suite à chaque date anniversaire selon l'indice de révision du coût de la consommation connu au moment de la révision et publié par l'INSEE.

La présente convention est consentie à compter de la signature de la convention pour la durée du mandat en cours majoré de trois ans.

**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tout document lié à la présente délibération et notamment la convention d'occupation temporaire à venir avec la société LES GRANDES MAISONS SAS, via une convention qui prendra effet à compter de la date de la signature.

Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait conforme  
Le Maire

